

Conclusions

Les volailles de basse cour ont existé depuis très longtemps en Tunisie dans les villages, les exploitations rurales et plus rarement en milieu urbain. Avant l'arrivée de l'aviculture industrielle, les populations rurales vivaient entre autre de leur ressources animales et élevaient plusieurs espèces en même temps, bovines, ovines et caprines pour la viande, le lait et le fumier, des équidés pour la locomotion ainsi que diverses volailles de basse cour pour la viande blanche et les oeufs.

Le secteur de l'élevage avicole traditionnel, n'a pas été perturbé par l'avènement de l'aviculture industrielle, bien au contraire. La volaille industrielle a pris sa place au fur et à mesure pour combler le déficit des autres protéines d'origine animales et contribuer à l'accroissement de la consommation de viande parmi les populations les plus démunies. Même après le développement très important du secteur industriel certaines notamment parmi les plus âgées et dans le milieu rural, ont toujours continué à rechercher la volaille et les oeufs de basse cour. Il n'y a donc pas eu un impact négatif sur les populations rurales qui en font une partie de leurs revenus, et il n'y avait aucune nécessité de prévoir des mesures d'accompagnement pour les populations rurales.

Plusieurs maladies ont été véhiculées par les volailles traditionnelles présentes à l'intérieur ou à proximité des élevages industriels, à une époque où les mesures de biosécurité appliquées actuellement n'étaient pas encore généralisées. Ces volailles sont considérées comme un réservoir et vecteur de maladies pour le secteur industriel et sont régulièrement l'objet d'un suivi sanitaire par échantillon de la part des autorités vétérinaires vis-à-vis des myxoviroses notamment, en parallèle avec une surveillance et des contrôles sur les oiseaux migrateurs dans les zones humides (lacs, marécages, etc.).

Lors de l'épisode de la rumeur de la présence d'IAHP, une panique générale a été enregistrée et plusieurs paysans ont éliminé toutes leurs volailles; quelques temps après la crise, les population se sont reconstituées sans aucun problème.

L'évolution du secteur avicole industriel en Tunisie a bénéficié de beaucoup d'encouragements financiers au départ à travers des crédits et des subventions notamment sur l'aliment, mais ces encouragements n'étaient pas accompagnés dès le départ de mesures d'organisation et de contrôle sanitaire. Ce n'est que dans les années 80, qu'une organisation a été mise en place grâce au concours des professionnels et a été convenablement pilotées par les autorités à travers une institution assez particulières: le GIPA devenu GIPAC.

Sur le plan quantitatif, l'évolution des trois filières, à savoir poulet de chair, œuf de consommation et dinde de chair, a été très régulière avec des taux de croissance élevés pour les viandes avicoles et surtout la dinde.

Sur le plan organisationnel, par rapport aux autres pays voisins de la région du Maghreb, l'évolution du secteur durant les quinze dernières années a été très bénéfique dans l'ensemble, malgré des difficultés encore présentes aujourd'hui. Au niveau de l'amont de la filière le système de programmation des productions a prouvé, au fil des années, qu'il a apporté des effets bénéfiques indiscutables sur la stabilité de la production en général, grâce aux effets d'encouragement à la mise à niveau de certains segments de la filière.

En revanche, le système constitue encore un frein à une compétitivité élevée et possède encore beaucoup d'effets négatifs dont le privilège des groupes ou sociétés bénéficiaires de quotas d'importation de reproducteurs à se développer plus rapidement que les autres opérateurs, et une tendance générale à l'autosatisfaction. La politique des prix par le plafonnement des prix, qui semble légitime dans un système d'assistance des éleveurs par des prix planchers (coût de revient) d'intervention sur le marché, n'a par ailleurs pas aidé à améliorer la situation. Par contre, et c'est le revers de la médaille, ce système semble avoir fait accuser un grand retard au niveau de la filière avicole sur le plan de la qualité des produits.

Le Ministère du Commerce, comme dans plusieurs autres secteurs de l'agriculture en particulier celui des viandes, n'a pas su imposer une traçabilité des produits, et ce pour plusieurs raisons notamment sociales. Cependant, la traçabilité dans les élevages avicoles, a toujours existé pour des raisons de suivi zootechnique, sanitaire et commercial et s'est améliorée par le système de suivi du GIPAC qui utilise de gros moyens pour recevoir régulièrement un nombre important d'informations. Malheureusement, le produit avicole emballé est encore très minoritaire, et par conséquent une bonne traçabilité notamment sur le plan sanitaire, s'arrête au niveau des abattoirs pour la viande et au niveau des élevages pour les œufs; ces produits emballés ne constitueraient que 10 à 12%, les autres produits avicoles étant vendus en vrac, et tout l'effort de traçabilité à l'amont est perdu sur le marché à l'aval.

Les prévisions des prochaines années, ne devraient pas s'éloigner d'une évolution à croissance positive, avec un taux de croissance prévisionnel variable en fonction de l'évolution des autres protéines d'origine animales. Le taux de croissance d'environ 5 % à 7% respectivement pour le poulet et la dinde de chair, devraient se poursuivre avec des fluctuations selon les années si les prix des aliments n'augmentent pas de façon significative. Le taux de croissance des œufs ne peut qu'être stable à dégressif, et c'est la tendance mondiale de plusieurs des pays où l'éducation du consommateur sur le plan de sa santé est bien établie, et c'est le cas en Tunisie pour une frange de la population de plus de 40 ans. En cas d'une augmentation des prix des matières premières à un niveau très élevé, les coût

élevés des volailles pourraient éventuellement entraîner une réduction de la croissance.

Enfin, l'échiquier des opérateurs dans le secteur avicole devrait changer vers un nombre plus réduit de groupe possédant une intégration plus puissante; cette intégration a tendance à se faire autour des groupes possédant des abattoirs et un circuit de distribution bien rôdé pour les viandes. Dans un avenir proche, et si l'application de la nouvelle réglementation est généralisée, certains abattoirs seront absorbés par les grands groupes intégrés en raison de la forte compétition dans le domaine de la commercialisation des viandes.

Par contre, aucun changement en vue n'est prévisible pour les opérateurs dans le secteur de l'œuf de consommation. Tant que la réglementation sur la commercialisation des œufs n'est pas renforcée par des normes homologuées de classification des œufs, d'une part, et par l'interdiction de la casse des œufs dans les cuisines collectives, la distribution des œufs restera dominée par les grossistes qui jouent uniquement le rôle de collecteurs distributeurs. Le secteur de la transformation des œufs (casseries pour la pasteurisation des œufs) se limitera à une ou deux unités qui devraient s'installer incessamment pour des raisons d'intégration de la production à l'industrie agro alimentaire, comme pour la fabrication de mayonnaise. Les autres unités dans l'industrie agro alimentaire seront encore amenées à utiliser pendant longtemps encore les œufs en coquille.

L'agriculture Tunisienne qui réalise une moyenne de 3%, devra tenir compte de nouveaux éléments qui vont influencer sur la production et les échanges: changements climatiques donc gestion plus complexe, hausse de la demande sur les produits agricoles et agroalimentaires, mais surtout et c'est certain la hausse et la volatilité des cours de l'énergie et des matières premières qui pèsent sur les coûts de production et de commercialisation. L'aviculture est un des secteurs qui pourraient être les plus affectés par ces facteurs de prospective, en raison de la part des aliments dans les coûts de production qui avoisine 70%.

Le rôle de la profession sera très important dans le futur, étant donné l'enjeu économique du secteur dans son ensemble, et le risque de plus en plus élevé des deux repères clés: prix des matières premières et prix de vente à la production. Les éleveurs devront se regrouper dans des structures (coopératives ou SMBSA) pour être plus compétitifs, minimiser les risques à l'amont comme à l'aval de la production.

COLLECTION PUBLIÉE EN LIGNE

DOCUMENT DE TRAVAIL FAO PRODUCTION ET SANTÉ ANIMALES

1. The use of cash transfers in livestock emergencies and their incorporation into Livestock Emergency Guidelines and Standards (LEGS), 2011 (A)
<http://www.fao.org/docrep/014/i2256e/i2256e00.pdf>
2. Mapping supply and demand for animal-source foods to 2030, 2011 (A)
<http://www.fao.org/docrep/014/i2425e/i2425e00.pdf>
3. Notes on Livestock, Food Security and Gender Equity, 2011 (A)
<http://www.fao.org/docrep/014/i2426e/i2426e00.pdf>
4. Wealth Index mapping in the Horn of Africa, 2011 (A)
<http://www.fao.org/docrep/014/i2427e/i2427e00.pdf>
5. Evolution du secteur avicole en Tunisie, 2011 (F)

Disponibilité: novembre 2011

- A – Anglais
- F – Français
- ** En préparation



Consulter davantage de publications sur:
<http://www.fao.org/ag/againfo/resources/fr/publications.html>